

Intervention de la C.G.T. : Conjuncture Régionale 2010-07-07

Cet avis ne convient pas en sa forme à notre organisation malgré la prise en compte de certains amendements que nous avons déposés. Deux raisons essentielles expliquent notre position.

1) La première : l'optimisme des chiffres affichés qui cache une réalité beaucoup plus douloureuse pour nombre de nos concitoyens.

Les salaires en hausse, une « augmentation du chômage qui semble se ralentir dans toutes les catégories », une « industrie qui ralentit sa chute depuis le début de l'année », la manière dont les phrases sont tournées laisse supposer que tout va mieux !

Pour bon nombre d'aquitains, ce n'est malheureusement pas ce cas.

- Un nombre de bénéficiaires du RSA qui explose (+ 16.5 % en 9 mois)(page 121 du rapport de l'INSEE)
- un nombre de chômeurs qui augmente de 13.8 % en 4 mois (page 67)
- des défaillances d'entreprises en hausse de 5.5 % dans toutes les branches d'activité (page 115) ,...

De qui et de quoi parle t-on dans l'avis ?

Des salaires des nouveaux traders qui recommencent comme si rien ne s'était passé en 2008 ?

Des revenus des grosse fortunes qui se voient rembourser, comme Mme BETTENCOURT, des millions d'euros au titre du bouclier fiscal. Il faut dire qu'un remboursement de 30 Millions d'euros, ça aide à maintenir le pouvoir d'achat
Des entreprises du CAC 40 qui ont vu leurs profits 2009 repartir à la hausse, grâce, notamment, aux aides versées sans contrôle au titre du « Crédit Impôt recherche » dont les grandes entreprises sont les principales bénéficiaires ...

Nous ne pouvons nous retrouver dans une note bâtie autour de cette approche qui ne reflète pas une réalité que nous vivons auprès de nos mandants comme de tous ceux qui souffrent dans notre région comme dans le pays.

2) La deuxième : les solutions pour l'avenir.

L'analyse des causes qui consiste à relever que les déficits sont « proportionnellement très élevés », qu'il est nécessaire de revenir à des déficits plus faibles et que la France cumulant « un endettement de + de 1 500 milliards d'euros », doit faire preuve de responsabilité, ne correspond pas à notre vision des solutions pour sortir de la crise.

Pour notre organisation, les causes de la crise sont à chercher dans un marché tout puissant, sans régulateur et sans contrôle qui a permis aux

banques et aux institutions financières, installées dans les paradis fiscaux, d'engager le monde entier dans une crise inconnue depuis les années 1930. Pour nous, **la priorité n'est donc pas à la réduction des déficits** et au remboursement des dettes dont les banques ont largement profité depuis 2 ans.

La politique du gouvernement qui fait de cette réduction **LA** priorité, conduit à la récession et donc à la remise en cause des acquis sociaux.

- Blocage du Pouvoir d'achat
- Gel du point d'indice pour 4,5 millions de fonctionnaires
- Recul de l'emploi public y compris dans les secteurs d'avenir tels que l'enseignement et la santé
- Gel des dotations aux collectivités locales qui pourtant étaient les institutions publiques qui investissaient le plus pour l'avenir, etc ...

La baisse de toutes les dépenses, sans recherche de leurs bien-fondés ou de leurs utilités pour l'avenir, voilà les choix politiques du gouvernement qui vont avoir des conséquences dramatiques pour le pays et pour les salariés en particulier !

Nous aurions souhaité que ces conséquences soient soulevées dans l'avis, parce qu'elles ne sont pas hypothétiques. Elles sont portées par de nombreux observateurs, analystes ou économistes, s'inquiètent de voir ces choix politiques poursuivis et accentués.

Après s'être appauvri considérablement en faisant des cadeaux aux entreprises comme contribuables les plus riches, le gouvernement veut réduire les dépenses publiques, au détriment de la relance de l'activité économique, du maintien du pouvoir d'achat et de l'emploi en particulier dans notre région.

Cette politique va être néfaste pour la relance de l'activité économique et donc de l'emploi en particulier dans notre région.

Je donnerai un exemple : celui de l'habitat social.

Il manque en Aquitaine, 30 000 logements pour répondre aux demandes actuellement en attente. Le gouvernement vient d'annoncer, lors du dernier **Comité Régional de l'Habitat** (réuni la semaine dernière) une **baisse de 10 % des crédits d'intervention.**

Voilà une conséquence concrète des choix budgétaires.

Pourtant, ces dépenses concernent des investissements utiles et nécessaires et non des dépenses de fonctionnement. De tels investissements, dans un secteur en difficulté aiderait à la relance de l'activité et créerait des emplois, non dé localisables.

Cet exemple n'est malheureusement que le premier d'une longue liste qui chaque jour augmente, le ministre du budget venant d'annoncer la baisse

des aides en faveur du logement étudiant, la réduction des allocations versées aux adultes handicapés (privilégiés s'il en est) et d'autres mesures qui préfigurent ce qui nous attend pour 2011.

Faute de ne pas voir évoquer, dans l'avis les conséquences de ces choix politiques, notre organisation adaptera son vote en fonction de l'adoption ou pas de l'amendement qu'elle défendra en séance.

Groupe CGT du CESR